

Reconstruire
Ensemble

**LE VIRUS DE L'EUROPE :
QUELLES LEÇONS PEUT-ON
TIRER DE LA CRISE SANITAIRE
CRÉÉE PAR LE COVID-19 ?**

JEAN DOMINIQUE GIULIANI, PRÉSIDENT
DE LA FONDATION ROBERT SCHUMAN



LA RÉPUBLIQUE
En Marche !

La crise sanitaire a pris de court tous les Etats de la planète. Bien que les experts aient identifié depuis longtemps le risque pandémique parmi les surprises stratégiques susceptibles de défier l'organisation de nos sociétés, aucun régime politique n'a su réellement l'anticiper.

Aussi l'Union européenne a-t-elle été prise par surprise. Les Etats membres n'ayant pas cru devoir bâtir une politique sanitaire commune, ils se sont contentés d'inscrire les politiques de santé publiques dans la catégorie des « compétences d'appui » des institutions communes. C'est-à-dire que la santé publique relève des attributions des Etats et que les institutions européennes peuvent les aider à mettre en œuvre leurs décisions.

UNE SOLIDARITÉ EUROPÉENNE PLUS NÉCESSAIRE QUE JAMAIS

C'est ainsi que les Etats ont réagi dans un premier temps chacun de leur côté. Fermant les frontières, interdisant l'exportation de matériels médicaux nécessaires à la lutte contre le virus, ne se concertant pas sur la meilleure réponse – confinement ou pas – et, surtout, ne sachant pas exprimer la moindre sympathie officielle envers les pays les plus touchés. Le premier mouvement européen fut particulièrement égoïste et négatif d'un point de vue européen.

Mais cela n'a pas duré. La réalité

européenne a pris le dessus. Les institutions communes se sont montrées particulièrement rapides dans leurs réactions. Dès le mois de janvier, la Commission activait son système d'alerte précoce. Puis, elle ne cessait plus de faire usage de tous les moyens à sa disposition pour assister les Etats dans leur lutte contre le virus. **Crédits de recherche pour un vaccin, invention d'un test financé par l'Union, facilitation du transit des marchandises et des soignants au travers de frontières fermées, mise à disposition de sommes importantes, tous les ressorts de l'Union ont été sollicités avec une rapidité jamais vue à Bruxelles.**

Manifestement, les leçons de la crise de 2011 avaient été tirées.

De leur côté, les Etats membres découvraient peu à peu la réalité de solidarités de fait très concrètes. Des hôpitaux allemands et autrichiens accueillait des malades français ou italiens, des médecins roumains renforçaient leurs collègues italiens, etc. La rhétorique nationaliste, que certains auraient bien voulu entonner, ne fonctionnait pas et les eurosceptiques étaient réduits au silence par la réalité.

Celle-ci s'exprimait particulièrement dans le domaine économique où les compétences de l'Union sont réelles. La Banque centrale européenne, dès le début de la crise, déployait son « bazooka » de 750 milliards € venant s'ajouter à un programme d'achats d'actifs privés et publics de 250 milliards déjà en cours. Le 4 juin, elle l'augmentait de 600 milliards €. Cette action a permis aux Etats de décider de mesures exceptionnelles de soutien à leurs économies sans risquer la faillite. Près de 1 900 milliards € étaient ainsi consacrés par eux à la survie de nombre d'entreprises. La Commission européenne, en accord avec les États membres, s'empressait de relâcher les règles de concurrence, de contrôle des aides publiques, ou de discipline budgétaire. Sans ces outils de dimension européenne, les Etats membres n'auraient pas pu faire face aussi rapidement et massivement à une situation inédite dans laquelle les gouvernements décidaient de « couper le contact » des activités humaines, au risque d'une crise économique et sociale sans précédent. La démonstration est ainsi faite que plus l'Europe est intégrée, plus elle est efficace. La BCE est l'organe le plus fédéral des institutions européennes et aussi le plus efficace dans son domaine parce qu'elle mutualise les forces des États.

La question de la mutualisation a fait ainsi de grands progrès, grâce à l'engagement franco-allemand annoncé le 18 mai.

Les deux gouvernements souhaitent officiellement donner à la Commission européenne la possibilité d'emprunter pour couvrir des dépenses exceptionnelles aidant les pays les plus touchés par le virus. Ce « moment Hamiltonien », en référence à la création du dollar sous l'impulsion d'Alexander Hamilton en 1790 aux Etats-Unis alors que plusieurs Etats fédérés avaient fait faillite, est de fait une avancée considérable qui marque la fin de l'ordo-libéralisme. Cette doctrine économique prônant la rigueur et l'équilibre des comptes publics était devenue anachronique dans un monde où l'Europe est le continent le moins endetté, où les liquidités n'ont jamais été aussi abondantes et où le coût du crédit est plus faible que jamais.

La France plaide en ce sens depuis toujours mais c'est avec Emmanuel Macron qu'elle parvient à convaincre l'Allemagne de l'urgence d'un changement, dont il faut aussi donner crédit à la Chancelière Angela Merkel. Des discussions devront confirmer cette orientation mais, d'ores et déjà, il est apparu que la solidarité européenne, qui doit être renforcée, est plus indispensable que jamais. D'ailleurs si le confinement

s'est fait dans le désordre, le « dé-confinement » est plus concerté car les réalités économiques et sociales se sont imposées : comment fermer les frontières aux nombreux travailleurs frontaliers sans mettre en cause le fonctionnement de l'économie ? Comment assurer l'approvisionnement normal de populations enfermées, si ce n'est en permettant aux biens et aux personnes de franchir quand même des frontières officiellement fermées ?

DES FRONTIÈRES INTERNES DÉFINITIVEMENT OUVERTES

La crise liée au Covid-19 a démontré que la fermeture des frontières internes à l'Union ne servait à rien et contribuait à aggraver les difficultés économiques. Le virus ne les respecte pas ; il accompagne les hommes et les marchandises qui sont toujours contraints à la mobilité et pour lesquels les gouvernements ne cessent de faire des exceptions. La preuve a été faite que les Etats européens ne peuvent plus se claquemurer derrière leurs frontières nationales de manière absolue sans porter atteinte à leurs propres intérêts et à la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires. L'interdépendance des économies et des sociétés est un fait avéré au XXI^{ème} siècle. Pour l'Europe, elle est une nécessité, un acquis, un bienfait.

Le continent européen est trop petit à la taille de la planète, pour se permettre des barrières et des

frontières. Nos 4 millions de km² et nos 512 millions de citoyens sont capables de compter et de peser s'ils agissent en commun et non dans des frontières géographiques de dimension restreinte. Cela n'enlève rien au souci de la construction européenne de respecter les identités et les traditions, les peuples et leurs décisions ; c'est seulement la prise en compte de la réalité humaine, sociale et économique. **Les frontières nationales, en Europe plus qu'ailleurs, ne protègent pas car la mobilité est un acquis pour les citoyens et une nécessité pour le fonctionnement normal de nos sociétés.** Erasme nous l'avait annoncé au XVI^{ème} siècle ; la réalité du monde du XXI^{ème} le confirme.

L'UNION FAIT LA FORCE

Angela Merkel l'a affirmé le 18 mai : « L'État nation seul n'a pas d'avenir » ! La responsable de la première puissance économique d'Europe, qui s'est plutôt bien sortie de la crise sanitaire, le reconnaît officiellement et sans drame : nos Etats ne peuvent affronter seuls les grands défis qui les attendent. **Il s'agit donc d'une ode à la coopération et d'une confirmation que la dimension européenne est indispensable à l'exercice, par les gouvernements nationaux, de leurs prérogatives et de leurs devoirs envers leurs concitoyens.**

De fait, aucun responsable national n'a pu ignorer l'apport européen, celui des traités qui nous lient, celui du dialogue entre nations facilité par des usages établis, celui des institutions communes, qui disposent d'une force de frappe souvent supérieure à celle de nos Etats.

Dans la crise, l'Union s'est avérée indispensable. Elle a aussi révélé ses faiblesses, une évidente absence d'empathie envers les pays les plus touchés. Pour autant, les ministres ont continué à travailler ensemble et les gouvernements à dialoguer, parce qu'il en allait de leurs intérêts nationaux.

On touche là à la « magie » de la construction européenne : quelles que soient les difficultés à partager des compétences qui relèvent de leur souveraineté, les Européens ont intérêt à coopérer.

De fait, ils l'ont fait, plus d'ailleurs dans le déroulement de la crise et le « dé-confinement », les mesures financières d'une ampleur inégalée, que spontanément.

La France est à l'aise avec cette approche. Elle l'est davantage encore sous la houlette d'Emmanuel Macron, qui l'a anticipé, théorisé et souhaité.

La recherche de la fameuse « autonomie stratégique » est désormais partagée par tous. L'évolution du contexte stratégique, et spécialement des Etats-Unis, conforte cette nécessité.

L'Europe ne sera plus la même après la crise sanitaire. Malgré quelques réticences résiduelles, les principales puissances de l'Union veulent la renforcer et l'approfondir.

Telle est la principale leçon des événements que nous venons de vivre. Ils recèlent de nombreux éléments d'optimisme. Malgré les anathèmes, les commentaires trop rapides et les archaïsmes, nous savons que « la France n'est pas seule ». Elle a des alliés, de proches partenaires et, ensemble, nous avons les moyens de faire face aux très nombreux défis qui nous attendent.

JEAN DOMINIQUE GIULIANI,
Président de la Fondation Robert Schuman

LA RÉPUBLIQUE
En Marche !